

Quelle place pour le dialogue dans la transmission et l'enseignement religieux en Méditerranée ?

Mots clefs : Transmission – Enseignement - Religieux

Le futur séminaire 2014-2016 a été introduit par une séance prospective animée par Valentine Zuber. Il a consisté en une introduction sur les manières dont se pratique actuellement l'enseignement religieux dans les pays du pourtour méditerranéen. Cet enseignement se décompose toujours en deux démarches très distinctes qui tendent, de fait, à coexister de nos jours, au nord comme au sud : l'enseignement plus ou moins pluraliste sur les religions et l'enseignement confessionnel proprement dit. Les intervenants suivants ont été entendus :

- Stéphanie Laithier, Prag à l'IESR : « Le problème des manuels scolaires (Israël-Palestine) ».

L'intervention de Stéphanie Laithier s'est appuyée sur l'étude de la question de l'enseignement et des manuels scolaires palestiniens et israéliens. Dans un premier temps, elle est revenue sur les deux systèmes d'enseignement, en s'arrêtant notamment sur la place qu'occupe le religieux dans les programmes et les manuels scolaires de ces deux populations. Dans ce contexte, elle a ensuite montré combien la question nationale était alimentée par celle de l'enseignement du religieux, ce dernier présentant une dimension identitaire absolument fondamentale. La question des manuels scolaires et de ce qu'ils donnent à voir de l'autre est ainsi une dimension récurrente du conflit israélo-palestinien. Elle est régulièrement dénoncée par des études universitaires comme responsable de la méconnaissance, voire de la haine de l'autre. Il est à noter cependant qu'au cours des dernières années, un certain nombre de travaux conjoints réalisés par des universitaires israéliens et palestiniens, ont permis d'ouvrir de nouvelles perspectives et de produire des discours souvent moins caricaturaux que ne l'affirment acteurs politiques et médias.

- Anna van den Kerchove, Prag à l'IESR : « L'enseignement du religieux en Italie, Espagne, France ».

Anna Van den Kerchove a commencé son exposé par un petit rappel sur les rapports État – religion dans les pays concernés, puis a détaillé les situations de l'enseignement du religieux dans ces trois pays.

En Espagne : le cours religieux est essentiellement catholique. Depuis 1992, il existe une possibilité (minimum de 10 élèves) d'avoir des cours de religion protestante, juive ou musulmane. Les cours sont facultatifs et il existe une matière alternative : un cours sur des enjeux sociaux, culturels et religieux. Le débat actuel porte pour un choix entre cours confessionnel et cours non confessionnel.

En Italie : l'enseignement est assuré par l'État en cogestion avec l'Église catholique. Le cours est devenu facultatif depuis 1991 (sans matière alternative obligatoire seulement pour Église vaudoise). Le cours catholique est suivi par une majorité d'élèves. Les autres religions ayant signé une entente peuvent produire un cours, mais à leur frais.

En France : L'instruction religieuse confessionnelle est non obligatoire et elle est assurée par les familles et les écoles privées. À l'école publique, aucune instruction religieuse n'est prévue sauf en Alsace-Moselle (cours obligatoire, avec dispense pour les quatre cultes reconnus, catholique, luthérien, protestant et juif). En revanche, à l'école (privée et publique), est prévu de manière obligatoire un enseignement des faits religieux, à travers les disciplines (particulièrement l'histoire).

Mohamed Sghir Janjar, directeur-adjoint de la Fondation du roi Abdul Aziz pour les études islamiques et les sciences humaines : « La réforme des manuels marocains ».

Dans les pays du sud, l'Etat cherche, à travers l'enseignement public, à prendre en charge l'enseignement d'une certaine conception de l'islam. La généralisation de l'enseignement s'est déroulé à un moment où les savoirs modernes étaient encore à l'état embryonnaire, ce qui s'est traduit par la réduction de ces nouveaux savoirs au statut de discours auxiliaires mobilisés au service de l'apologie religieuse. Au cours des années 1970, les deux systèmes éducatifs tunisiens et marocains sont entrés dans une phase de crise chronique sous l'effet de trois facteurs majeurs : la massification du système scolaire, l'arabisation hâtive et mal préparée et l'instabilité politique. Cela s'est traduit par la généralisation des cours d'éducation islamique dans tous les cycles de l'enseignement public avec la production de nouveaux manuels scolaires dont les contenus restent manifestement plus idéologiques que cognitifs. Les deux expériences de réforme éducative tunisienne et marocaine des années 1980-90 ont bien tenté de transformer cet enseignement de la religion de type apologétique en un enseignement plus distancié. Elles se sont heurtées à des difficultés conjoncturelles et structurelles ayant trait au manque de ressources pédagogiques et aux obstacles mis à l'expression d'une véritable liberté de penser à propos de ce qui concerne le religieux.

- Stéphane Douillot, agrégé d'histoire : « Genèse, enjeux et résultats du manuel d'histoire de la Méditerranée ».

Stéphane Douillot est venu quant à lui présenter un ouvrage d'histoire partagée, en cours de publication. Il a ainsi fait le résumé d'une longue histoire commencée en 2008. Celui-ci a voulu répondre à une série de questions. Un travail de réécriture de l'histoire des mémoires partagées a paru nécessaire pour répondre au besoin de dialogue entre les nouvelles générations. Le choix s'est porté sur l'écriture d'un manuel pouvant être introduit dans les programmes de formation des enseignants des deux rives. Les objectifs poursuivis étaient multiples : favoriser une reprise de réflexion collective cinquante ans après la fin de la décolonisation ; insister sur l'espace commun, la Méditerranée plus généralement perçue comme une frontière qu'un espace d'échanges ; proposer un modèle pour la rédaction des programmes scolaires nationaux, tout en restant compréhensible par un vaste public... En conclusion, Stéphane Douillot a dit souhaiter que les peuples et les gouvernements s'approprient ce travail collaboratif afin que la culture puisse aider aux rapprochements politiques dans le futur.

Ce premier tour de table a permis de baliser quelques-uns des enjeux culturels, religieux et sociaux de cet enseignement renouvelé du religieux, au nord comme au sud de la Méditerranée. En pointant les obstacles encore très présents mis à une meilleure interconnaissance et au dialogue interreligieux dans l'aire méditerranéenne, l'objectif du séminaire à venir est de contribuer à un rapprochement dans les réflexions nationales, par la confrontation des moyens mis en œuvre dans les différentes pratiques éducatives.